



Déclaration des élus CGT au CSEC

Jeudi 27 janvier 2022

Ce CSEC de début d'année, en plus du conflit social actuel, revêt un caractère très particulier. Plus encore que les années précédentes, la société Dassault aviation a réalisé un chiffre de prises de commande extraordinaire puisque dans l'exercice 2021 ce sont 51 Falcon et 49 Rafale qui ont été vendus.

En début d'année 2022 s'ajouteront les 80 Rafale EAU suivis des 12 ou 18 Indonésiens, qui ne constituent d'ailleurs pas un escadron et dont on peut alors penser qu'ils seront suivis d'une autre tranche en complément.

A ces commandes se sont ajoutés des juteux contrats d'études et de développement, ainsi que des tous aussi rémunérateurs contrats MRCO.

Comme nous l'avons constaté, l'année a été exceptionnelle aussi pour le Falcon avec le lancement quasi simultané de 2 programmes civils : le 6x qui termine son processus de certification et approche des dernières livraisons, mais aussi le 10x qui est le plus gros avion développé dans la gamme Falcon et qui se placera dans la tranche supérieure des avions affaires, la plus rentable.

Cet appareil marque pour Dassault aviation un saut industriel et technologique important puisque sa taille et sa voilure composite ont nécessité la construction de nouveaux bâtiments, dotés de moyens industriels considérables.

On le voit, les perspectives pourraient être très bonnes si le personnel n'avait pas été laissé de côté.

Le mouvement de revendication a commencé en mars 2021 sous la forme de « Vendredis Usine Vide » et est ensuite monté en puissance cette fin d'hiver pendant les NAO pour atteindre leur paroxysme en ce mois de janvier après la signature volée aux salariés par les compères CGC/UNSA.

Nous commencerons par saluer la clairvoyance de ces élus CGC qui refusaient encore le 13 janvier de mettre à l'ordre du jour le conflit social.

N'y voyant qu'un phénomène mineur et provisoire, ces professionnels des relations sociales ont insisté pour rejeter le sujet en « questions diverses ».

Le temps vous a visiblement donné tort messieurs, le mécontentement des salariés de la production ayant désormais un ancrage d'une profondeur que vous n'imaginez pas.

MAIS COMMENT AURAIT-IL PU EN ETRE AUTREMENT ?!

Avec un accord NAO scandaleusement validé CONTRE l'avis des salariés concernés -nous parlons là évidemment des mesures « non-cadre »- l'explosion était prévisible.

Vous n'étiez pourtant pas ignorant, M. Trappier, des attentes des salariés, vous aviez même rencontré personnellement la CGT à Mérignac sur ce thème.

Que s'est-il donc passé pour que vous laissiez décider seuls la poignée de représentants aux chaussures vernies qui se tiennent devant vous au premier rang ?

Comment pouvez-vous leur faire confiance pour savoir ce qui est acceptable ou non pour les compagnons ?

Avec un salaire moyen représentant le double ou le triple d'un ouvrier, aucun de ces élus CGC n'a idée de la difficulté de la vie actuelle d'un compagnon moyen.

Nous pourrions parler longtemps encore des raisons ayant généré le conflit social actuel, mais nous préférons désormais voir devant : M. Trappier, il faut maintenant en sortir.

L'avenir de l'entreprise, les 10 ans de grosses cadences qui arrivent, dépendent de cette sortie de crise. La CGT est pleinement disponible pour négocier, la suite ne dépend donc que de vous.

Le pouvoir d'achat des salariés non-cadres de vos établissements est en train de s'effondrer. Vos employés sont en train de vivre un véritable déclassé. Obtenir les sommes d'augmentation que nous demandons est même une question de survie pour un nombre croissant de salariés.

La CGT vous le réaffirme sans détours : ce n'est pas une question de motivation, de détermination, beaucoup n'ont plus le choix, c'est une question de survie.

Pour finir, M. Trappier, nous vous engageons à bien prendre en compte la tension entre les ateliers et l'encadrement. Celle-ci est aujourd'hui à son maximum alors que les plannings de production qui nous attendent vont demander à chacun beaucoup d'intelligence et d'investissement. Une sortie de crise « par le haut » est indispensable, pour tous, pour redémarrer une production aujourd'hui quasiment complètement à l'arrêt.